

# Mentions légales

mardi 5 janvier 2016

## Informations éditoriales

*Directeur de la publication :*

Le recteur d'académie

Rectorat de l'académie d'Aix-Marseille

Place Lucien Paye - 13621 Aix-en-Provence cedex 1

Tél. 04 42 91 70 00

*Responsable de la Publication :* Mme Galdéano, directrice de l'école

*Webmestre :* M. Becker, ER-Tice

*Prestataire de service :*

DATSI - Rectorat d'Aix-Marseille.

## Informatique et libertés

Aucune information personnelle n'est collectée à l'insu de l'internaute. Aucune information personnelle n'est cédée à des tiers. Les informations nominatives dont ce site est destinataire ne font l'objet d'aucune exploitation et ne sont conservés que pour la durée nécessaire à leur traitement.

## Cookies

L'utilisateur est informé que, lors de ses visites sur le site, un cookie peut s'installer automatiquement sur son logiciel de navigation. Les cookies enregistrent certaines informations qui sont stockées dans la mémoire du disque de l'utilisateur. En aucun cas, les cookies ne contiennent d'information confidentielle mais ils permettent de garder en mémoire les pages sur lesquelles l'utilisateur a navigué. L'utilisateur dispose d'un droit d'accès, de retrait et de modification des données personnelles le concernant communiquées par le biais des cookies. Le paramétrage du logiciel de navigation permet d'informer de la présence de cookies et éventuellement de la refuser de la manière décrite à l'adresse suivante : <http://www.cnil.fr>.

## Propriété intellectuelle

L'intégralité des éléments appartenant à l'Académie, ou dont l'académie à reçu l'autorisation de représentation, diffusés sur ce site tels que les images, les articles, les photographies, les logos, les chartes graphiques, sans que cette liste ne soit exhaustive, sont sa propriété exclusive ou celle de ses propriétaires. Les présentes conditions d'utilisation n'emportent aucune cession d'aucune sorte de droits de propriété intellectuelle sur ces éléments, toute représentation totale ou partielle sans l'autorisation expresse de l'éditeur du site, est interdite.

Depuis la publication de l'ordonnance n° 2005-650 du 6 juin 2005 relative à la liberté d'accès aux documents administratifs et à la réutilisation des informations publiques, ces informations peuvent être réutilisées à d'autres fins que celles pour lesquelles elles ont été produites, et particulièrement les informations faisant l'objet d'une diffusion publique. Les documents publics ou officiels ne sont couverts

par aucun droit d'auteur et peuvent donc être reproduits librement. Le graphisme, l'iconographie ainsi que le contenu éditorial demeurent la propriété de l'État, et, à ce titre, font l'objet des protections prévues par le Code de la propriété intellectuelle.

## **Liens**

Ce site propose de nombreux liens vers d'autres sites, essentiellement des sites officiels (gouvernement, institutions, organismes publics, etc.) mais aussi vers des sites, français ou étrangers, d'associations, d'organismes professionnels du secteur éducatif ou d'entreprises partenaires sur des opérations ponctuelles.

Chaque fois, il est systématiquement précisé vers quel site nous vous proposons d'aller. Ces pages, dont les adresses sont régulièrement vérifiées, ne font pas partie de ce site : elles n'engagent pas la responsabilité de la rédaction du site qui ne peut être tenue pour responsable des contenus vers lesquels ces liens pointent. Ils ne visent qu'à permettre à l'internaute d'accéder plus facilement à d'autres ressources documentaires sur le sujet consulté.

la mise en place de liens hypertextes pointant vers les pages du site, est autorisée sous réserve de :

- ne pas utiliser la technique du lien profond, c'est-à-dire que les pages du site ne doivent pas être imbriquées à l'intérieur des pages d'un autre site, mais visibles par l'ouverture d'une fenêtre indépendante.

- mentionner la source qui pointera grâce à un lien hypertexte directement sur le contenu visé.
- ne pas utiliser le logotype sans autorisation

Les sites qui font le choix de pointer vers ce site engagent leur responsabilité dès lors qu'ils porteraient atteinte à l'image du site public.